



DÉCLARATION POLITIQUE : PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

LE PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE VISE À RENDRE L'AFRIQUE INDÉPENDANTE À 100 % EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES.

Nous nous engageons en faveur d'un Plan énergie renouvelable pour une reprise juste visant une Afrique indépendante à 100 % en matière d'énergies renouvelables. Ce plan est indispensable pour faire face à la double crise du changement climatique et du Covid-19.

L'AFRIQUE SOUFFRE DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU COVID-19.

L'Afrique est confrontée à de multiples crises interdépendantes. Le continent africain est vulnérable car il est très exposé aux effets du changement climatique. Nos populations sont encore sous le choc des impacts dévastateurs des cyclones Idai (2019), Kenneth (2019) et Eloise (2021) qui ont causé d'importants dégâts et fait des victimes en Afrique australe. La pandémie de Covid-19 a exacerbé les souffrances des populations africaines et mis en évidence les politiques fondées sur les inégalités, les injustices et l'exploitation, héritées des systèmes coloniaux et post-coloniaux.

LE NIVEAU DE PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE EST INACCEPTABLE.

Les trois quarts des personnes n'ayant pas accès à l'électricité vivent actuellement en Afrique, une proportion qui a augmenté ces dernières années.¹ La majorité des Africains ne disposent pas de sources d'énergie propre pour cuisiner. Le nombre de décès dus aux infections respiratoires est énorme. Ils pourraient être évités. Les répercussions économiques du Covid-19 ont fait augmenter le nombre de personnes privées d'accès à l'électricité et en situation de pauvreté énergétique. Les vastes ressources naturelles de l'Afrique ont été exploitées au profit d'autres personnes par le biais de sociétés transnationales et ont laissé pour compte la majorité des populations africaines, en particulier les femmes des milieux ruraux.

NOUS EXIGEONS UNE ÉNERGIE PROPRE ET ABORDABLE POUR LES CENTAINES DE MILLIONS D'AFRICAINS QUI VIVENT ACTUELLEMENT DANS LA PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE.

Cela signifie qu'il faut plus de 300 gigawatt (GW) de nouvelles énergies renouvelables d'ici 2030, comme convenu par l'Union africaine, et plus de 2000 GW d'ici 2050.² Le continent surpasse toutes les autres régions avec le plus gros potentiel en énergie renouvelable. Nous devons démanteler les systèmes énergétiques polluants existants afin de permettre à l'Afrique de passer à une énergie 100 % renouvelable pour tous d'ici 2050. Les systèmes à énergie renouvelable doivent être détenus et gérés par les communautés. Ils ne doivent pas servir de prétexte à une privatisation du secteur de l'électricité. La transition vers une énergie renouvelable doit être accompagnée par des principes clés tels que la suffisance énergétique et la souveraineté énergétique, envisageant l'énergie comme un bien commun plutôt que comme une marchandise. Notre système énergétique doit protéger la biodiversité, renforcer les droits fonciers des communautés et des peuples autochtones, promouvoir la justice de genre et ne pas conduire à davantage d'extractivisme.

CE PLAN EST SOUTENU PAR DIVERS MOUVEMENTS ET PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS TOUTE L'AFRIQUE ET IL A ÉTÉ CONÇU PAR DES SCIENTIFIQUES ET DES ÉCONOMISTES DE RENOM.

Il est techniquement et financièrement réalisable, sur base d'un investissement d'environ 130 milliards de dollars par an.³ Nous savons que ce plan peut facilement être financé en mettant fin aux flux financiers illicites, en assurant un financement public pour le climat et en annulant la dette de l'Afrique.

NOUS SOUTENONS LA CRÉATION DE 7 MILLIONS D'EMPLOIS BIEN PAYÉS DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE, ÉOLIENNE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES PROPRES AUX MAINS DES POPULATIONS, À TRAVERS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, POUR IMPULSER UNE REPRISE JUSTE POUR LES PEUPLES D'AFRIQUE.

Nous soutenons les emplois dans le secteur des énergies renouvelables qui respectent les droits des travailleurs et s'opposent à la discrimination fondée sur le genre ou toute autre forme de discrimination. Nous exigeons une transition juste et féministe, menée par les travailleur·ses et les communautés, qui prend en compte la protection des emplois à travers la reconversion et la formation des travailleurs et communautés actuellement dépendants de l'exploitation et de l'utilisation des combustibles fossiles.

NOUS APPELONS L'UNION AFRICAINE, TOUTES LES INSTANCES RÉGIONALES ET TOUS LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX AFRICAINS À ADOPTER ET À DÉVELOPPER DES PLANS DE REPRISE JUSTES AU NIVEAU RÉGIONAL ET NATIONAL POUR ASSURER CETTE TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE.

Nous demandons une transformation profonde mais rapide du système énergétique pour permettre aux populations de choisir et de décider de systèmes énergétiques démocratiques qui s'articulent autour des communautés. Nous ne pouvons plus attendre. Nous demandons à nos gouvernements de supprimer tous les obstacles afin d'atteindre 100 % d'énergie renouvelable pour tous.

NOUS INSISTONS SUR L'INTERDICTION DE TOUTE NOUVELLE EXPLOITATION DE COMBUSTIBLES FOSSILES, APPELÉE DE SES VŒUX RÉCEMMENT PAR L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, ET NOUS DEMANDONS L'ACCÉLÉRATION DU RETRAIT DES COMBUSTIBLES FOSSILES EXISTANTS AU PROFIT DE SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES PROPRES ET ABORDABLES.⁴

Il faut, pour cela, intégrer la résolution des problèmes environnementaux et sociaux engendrés jusqu'à présent par l'extraction des combustibles fossiles. Nous devons déployer des solutions centrées sur les populations. Nous exigeons d'être consultés et de prendre part aux décisions concernant les futurs systèmes énergétiques.

NOUS EXIGEONS QUE NOS GOUVERNEMENTS PRENNENT DES MESURES EFFICACES POUR EMPÊCHER LA MAINMISE DES ENTREPRISES SUR NOS DÉMOCRATIES, y compris en soutenant le processus en cours de mise sur pied d'un traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits humains, et en se retirant de tout accord de libre-échange ou traité d'investissement qui permette aux entreprises d'entraver la transition vers un système énergétique propre.

UN PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE RENDANT L'AFRIQUE 100% INDÉPENDANTE EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EST POSSIBLE.

Les financements existent et ils doivent être assurés par ceux qui ont causé la crise climatique en premier lieu. Nous exigeons des pays développés qu'ils débloquent les fonds qu'ils ont promis pour le climat. Un plan de reprise juste pour les énergies renouvelables en Afrique est notre choix et notre droit.

Voir <http://foeafrica.org/foeafrica-politicalstatement/> pour les organisations qui soutiennent la déclaration du Plan énergie renouvelable pour une reprise juste en Afrique.

1 AIE 2019. <https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-electricity>
2 Nouvelles de la BAD (Banque africaine de développement) en 2015 : La BAD soutient l'accès à l'électricité pour tous d'ici 2030 avec l'initiative africaine pour les énergies renouvelables. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/afdb-to-support-electricity-access-for-all-by-2030-with-african-renewable-energy-initiative-15119>

3 S Teske (Ed) 2019 Atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat : Scénarios mondiaux et régionaux à énergie 100% renouvelable avec des trajectoires de GES non énergétiques pour +1,5°C et +2°C. https://doi.org/10.1007/978-3-030-05843-2_1

4 <https://www.iea.org/topics/net-zero-emissions>; <https://www.uts.edu.au/isf/news/response-iea-1.5c-pathway>



DÉCLARATION POLITIQUE : PLAN ÉNERGIE RENOUVELABLE POUR UNE REPRISE JUSTE EN AFRIQUE

ORGANISATIONS SIGNATAIRES (AOÛT 2021) :



Voir cette déclaration en ligne sur : <http://foeafrica.org/foeafrica-politicalstatement/>